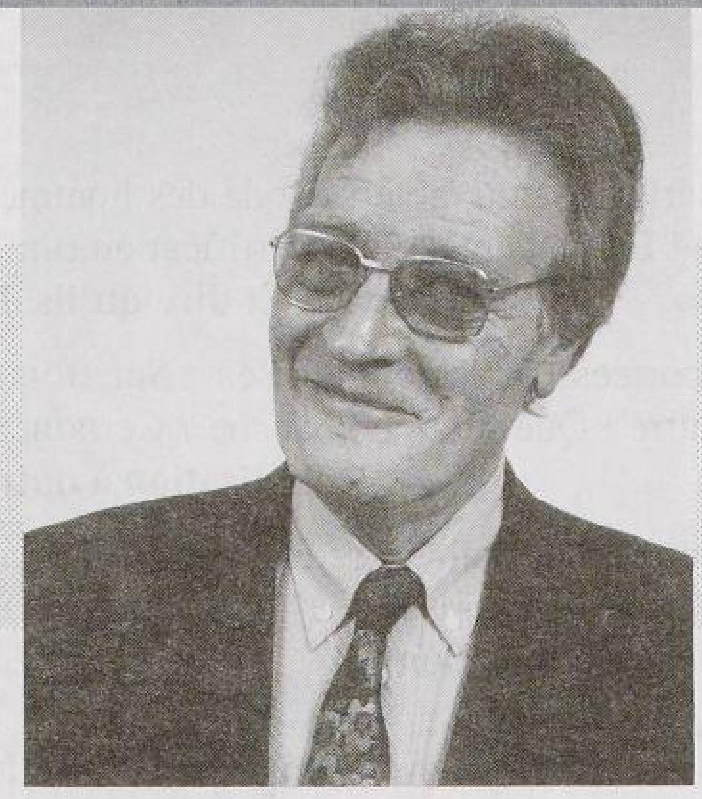
DEPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE

2e CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 21 MARS 1993



Madame, Mademoiselle, Monsieur,
Mes Chers Amis,

Vous allez être appelés le 21 mars prochain à renouveler les Parlementaires qui siègeront à l'Assemblée Nationale. L'enjeu est considérable pour notre pays et pour l'avenir de nos enfants.

C'est au Parlement que se votent les lois qui décident de votre avenir.

Pour ma part, je n'ai d'autre ambition aujourd'hui que de continuer à me battre pour ce qui a été l'objectif de toute mon existence : Construire un pays qui garantisse à la fois Progrès Économique et Progrès Social pour tous.

La France est aujourd'hui confrontée à une accélération sans précédent de l'Histoire : De l'effondrement du communisme totalitaire à l'Est à l'échec de la "solution" libérale des Tatcher, Busch et Reagan, à la crise de structures que provoque le progrès technique, à la montée des exclusions et du chômage.

Je refuse tout esprit réducteur et surtout la fatalité : La France est aujourd'hui mieux armée qu'il y a dix ans pour affronter toutes ces évolutions. La France peut avoir la réponse à ses légitimes ambitions.

Le chômage n'est pas une fatalité française, comme il n'est pas une fatalité européenne, comme il n'est pas une fatalité mondiale.

Pour ne prendre qu'un exemple, celui de Saint-Dizier, je vous dis simplement que nous avons refusé un déclin issu de l'histoire récente : Nous avons engagé la Ville vers une nouvelle stratégie économique, celle de la coopération dans le Triangle, celle de la tertiarisation avec l'aménagement du Chêne Saint-Amand.

Aujourd'hui, à côté de la nécessaire Action Économique, il doit y avoir une solide Action Sociale.

Car ce monde est vraiment trop dur pour le laisser à la Droite.

Voici pourquoi je refuse une société à deux vitesses.

Voici ce que la Droite vous propose en réalité :

RETRAITES : Introduction d'une dose croissante de retraite par capitalisation. Un exemple : Le transfert sur le Budget de l'État des charges des Allocations Familiales payées par les entreprises pour constituer un fonds de retraite par capitalisation. 5,6 % des charges salariales pour 150 milliards de prestations.

C'est vous qui paierez !

SANTÉ : Recours complémentaire aux Caisses d'Assurances Privées. Mesures favorables aux mieux nantis.

Où est le progrès social ?

PROTECTION SOCIALE : Baisse des charges des entreprises. Qui paiera pour garantir les prestations ?

Est-ce là la justice sociale ?

IMPÔTS : Allègement des tranches moyennes et supérieures de l'impôt sur le revenu.

N'est-ce pas une nouvelle fois le témoignage d'une volonté de revanche ?

ENSEIGNEMENT - FORMATION : Démantèlement de l'Éducation Nationale par régionalisation. Recrutement et gestion des personnels par les Conseils Régionaux (en majorité de Droite). Désignation des enseignants par les Directeurs d'Établissement. Salaire au mérite. Suppression des IUFM. A régions riches, enseignement de haut niveau ; à régions pauvres, les restes... Enfin, atteinte à la Laïcité.

Dans ce monde là, mieux vaut bien naître !

Sciences Po / fonds CEVIPOF

AGRICULTURE : Extension des surfaces cultivables, exode des hommes résultant de l'industrialisation des exploitations... Loi du Marché oblige ! Et bien entendu, désertification rurale accentuée...

Et dire qu'ils déclarent aimer le monde agricole !

EMPLOI : Baisse des charges supportées par les entreprises : Sur trois ans, exonération totale des charges pour tout emploi créé en 1993. Un leurre ! Que sera l'embauche ? Certainement pas celle des moins qualifiés !

Robotisation à outrance. Les emplois ? Pas question !

Et par dessus tout cela : On valse entre Franc stable - réduction des déficits budgétaires - inflation contenue - baisse de l'impôt et Franc flottant - déficit libéré - un "peu" d'inflation - hausse de l'impôt - augmentation de la T.V.A. (qui est en réalité un impôt à la consommation).

Je vous laisse juges d'un tel désordre.

De même, ce monde n'est-il vraiment pas trop dur pour le laisser aux Écologistes ?

Selon leurs innombrables tendances, on peut :

- Ou bien avec Brice Lalonde, heureux disait-il dans le Ministère Rocard, rappeler que sa politique fut la nôtre (loi sur l'eau, loi sur le bruit, loi sur les paysages, loi sur les déchets, conférence de Rio, protection de l'antarctique, etc...),
- Ou bien suivre les théories d'Alain Lipietz avec doublement de la TVA et de l'impôt sur le revenu, mélange confus de la semaine de 35 heures avec la mise en place de plans fumeux sur la prise en compte économique de l'environnement créateur d'emplois au rabais, et, pour corser, l'aveu de Harlem Désir, écolo de fraîche date : "Pas question de gouverner avec la Droite !". (Comme on le comprend !).

Je dis, simplement, que l'environnement est un sujet sur lequel je travaille, avec passion, au quotidien...

Qui peut encore croire aux propositions des Communistes ?

Ce n'est assurément pas en devenant le parti de la critique systématique, de l'obstruction, voire du retour à la case départ, que le PC regagnera dans l'opinion une quelconque crédibilité... Sachez que j'ai toujours respecté les électeurs communistes pour leur honnêteté manifeste. Mais c'est en rassemblant la Gauche autour du Parti Socialiste qu'ils pourront participer efficacement à la construction d'un monde plus juste.

Ce n'est, en tout cas, en promettant un SMIC à 7 500 F (qui ne le souhaiterait ?), la semaine de 35 heures payée 40, que l'on garderait compétitifs nos produits sur les marchés mondiaux. **Sauf à considérer la mise en place d'une gestion étatique totalitaire dont le caractère néfaste dans le monde ex-communiste n'est plus à démontrer...**

J'ai pour ma part toujours choisi la position médiane, celle qui accepte l'économie de marché tout en lui fixant des règles strictes. J'ai toujours été partisan d'un État fort tout en veillant à ce que son rôle d'entrepreneur soit limité aux secteurs stratégiques. Je suis un artisan de la politique contractuelle entre les décideurs et les salariés. J'exige le respect des acquis sociaux. J'ai été un artisan de la décentralisation et je veille à ce que nos enfants aient les mêmes chances devant l'Avenir.

Nombreux sont les chantiers que j'ai ouverts depuis mon élection en 1981 et la victoire des miens à la mairie de Saint-Dizier en 1989. Comme vous le savez, un bon ouvrier ne quitte pas des chantiers en cours. J'y ai mis toute mon énergie ; comptez sur moi pour me battre demain encore plus qu'aujourd'hui.

Je vous remercie de votre confiance renouvelée.

Votez

Guy Chanfrault

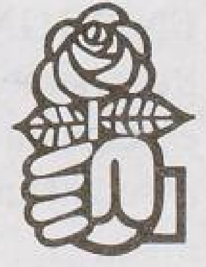
DÉPUTÉ DE LA HAUTE-MARNE
MAIRE DE SAINT-DIZIER

VOTEZ A GAUCHE

VOTEZ UTILE

Suppléant : **Richard GUENIN**
1[er] Secrétaire Fédéral

Alliance des Français pour le progrès



Vu les candidats,

IMP. GAUTHIER - ST-DIZIER

Sciences Po / fonds CEVIPOF